



**Conseil d'administration
du Programme des Nations Unies
pour le développement, du Fonds
des Nations Unies pour la population
et du Bureau des Nations Unies
pour les services d'appui aux projets**

Distr. générale
1^{er} avril 2024

Français
Original : anglais

Session annuelle de 2024
3-7 juin 2024, New York
Point 6 de l'ordre du jour provisoire
Visites sur le terrain

Rapport de la visite annuelle sur le terrain du Conseil d'administration du PNUD, du FNUAP et de l'UNOPS en Uruguay du 11 au 15 décembre 2023

I. Aperçu et résumé de la visite

La visite annuelle sur le terrain du Conseil d'administration du PNUD, du FNUAP et de l'UNOPS a eu lieu du 11 au 15 décembre en Uruguay. La délégation était composée des représentants suivants :

- M. Martin Kimani, Ambassadeur et Représentant permanent du Kenya auprès des Nations Unies et Président du Conseil d'administration.
- Mme Maritza Chan, Ambassadrice et Représentante permanente du Costa Rica auprès des Nations Unies et Vice-présidente du Groupe des États d'Amérique latine et des Caraïbes (GRULAC).
- M. Muhammad Muhith, Ambassadeur et Représentant permanent du Bangladesh auprès des Nations Unies et Vice-président du Groupe Asie-Pacifique.
- M. Sergiy Kyslytsya, Ambassadeur et Représentant permanent de l'Ukraine auprès des Nations Unies et Vice-président du Groupe des États d'Europe orientale.

Peuplé de quelque 3,5 millions d'habitants et classé parmi les pays à revenu élevé par la Banque mondiale, l'Uruguay se distingue du reste de l'Amérique latine par son niveau élevé d'inclusion sociale, la solidité de ses institutions démocratiques et son ferme engagement en faveur de la durabilité environnementale, avec près de 97 % de son électricité provenant de sources renouvelables. Malgré ces progrès, le pays se heurte à des problèmes de développement tels que le vieillissement de la population, un faible taux de fécondité (l'un des plus bas de la région) et la nécessité de diversifier son économie pour réduire sa dépendance à l'égard des exportations agricoles et animales. En collaboration avec les Nations Unies, l'Uruguay s'efforce de tirer parti de l'innovation technologique et de la coopération internationale pour renforcer ses systèmes de protection sociale, sa transition énergétique et le développement de ses infrastructures, de manière à conserver ses acquis en matière de développement tout en tenant compte de l'évolution de sa démographie. Cette visite sur le terrain devait permettre au Conseil d'administration de comprendre comment les Nations Unies, et plus particulièrement le PNUD, le FNUAP et l'UNOPS, aident le gouvernement de l'Uruguay à réaliser sa vision à long terme et ses priorités stratégiques nationales, et comment renforcer cette aide en vue d'améliorer le processus. Les discussions menées dans le cadre de la visite sur le terrain du Conseil

d'administration en Uruguay ont porté sur l'amélioration de la protection sociale après la COVID-19, le développement des infrastructures, en particulier des transports, et l'utilisation accrue des systèmes d'information pour la prise de décisions, en mettant l'accent sur les initiatives conjointes du PNUD, du FNUAP et de l'UNOPS avec le gouvernement uruguayen. Plus précisément, les questions abordées couvraient les financements innovants, les enjeux démographiques, le transport durable et l'intégration de systèmes d'information de pointe au service d'une meilleure gouvernance. La visite a donné lieu à des échanges relatifs aux droits fondamentaux, à la santé sexuelle et reproductive, à la finance durable et à la durabilité environnementale qui ont permis de souligner les résultats obtenus par l'Uruguay dans le domaine des énergies renouvelables et d'envisager de nouveaux modes de coopération en vue d'améliorer l'inclusivité, de renforcer les capacités techniques et de conserver une approche proactive face aux difficultés rencontrées en matière de développement. Le présent rapport propose une description détaillée des principaux aspects de chacune des discussions menées au cours de la visite sur le terrain, assortie des remarques formulées par les délégations dans le cadre d'un bilan quotidien.

II. Rapport du 12 décembre 2023

Le 12 décembre, la visite du Conseil d'administration du PNUD, du FNUAP et de l'UNOPS en Uruguay a donné lieu aux réunions de fond suivantes :

- Réunion avec l'équipe de pays des Nations Unies.
- Réunion avec Mme Claudia Romano et M. Mariano Berro, qui dirigent l'Agence uruguayenne de coopération internationale.
- Réunion avec le vice-ministre des Affaires étrangères, M. Nicolas Albertoni.
- Déjeuner avec des personnalités renommées.
- Point d'information du PNUD, qui a présenté son rôle en matière de gouvernance anticipative et de systèmes d'information.

Pour chaque jour de visite, le présent rapport résume les discussions menées et indique les réponses des participants au questionnaire qui figure en annexe 1.

Points essentiels des principales discussions

A. Réunion avec Mme Claudia Romano et M. Mariano Berro, qui dirigent l'Agence uruguayenne de coopération internationale

Contexte

L'Agence uruguayenne de coopération internationale (AUCI) a été créée en décembre 2010. Placée sous l'égide de la Présidence de la République, elle dispose d'un Conseil d'administration et d'un directeur général nommé par le Président de la République. L'AUCI remplit notamment des missions de planification, d'élaboration, de supervision, d'administration, de coordination, de mise en œuvre, d'évaluation, de suivi et de diffusion d'activités, de projets et de programmes de coopération internationale reçus et approuvés par l'Uruguay, en conformité avec les priorités nationales de développement.

Exposé de l'AUCI

- M. Berro a insisté sur le fait que les priorités stratégiques de l'Uruguay ne concernaient pas seulement les Nations Unies, mais aussi de nombreux autres acteurs. Les organismes des Nations Unies sont des partenaires essentiels, qui permettent au gouvernement d'agir plus rapidement, en particulier dans les domaines où il ne dispose pas des compétences, des connaissances, ni des capacités techniques requises.
- L'accent a été mis sur l'aide apportée au gouvernement par les Nations Unies en vue de mettre en œuvre les priorités nationales en matière de santé, d'économie des soins et de santé reproductive.
- L'Uruguay accorde une importance particulière à la coopération triangulaire au service d'une cohésion sociale durable et à l'adoption d'un processus de planification et d'une vision à long terme.

- L'instauration d'un climat de confiance entre les Nations Unies et le gouvernement est considérée comme essentielle à la mise en œuvre conjointe d'un changement profond.
- M. Berro a nommé les principaux domaines d'intérêt de l'Uruguay, à savoir l'éducation, les énergies renouvelables, les transports durables, la réduction de l'empreinte carbone de la production alimentaire et l'inclusivité du secteur du travail.
- Il a souligné l'importance de la planification basée sur les données, des priorités stratégiques et des plans à long terme élaborés avec la société civile, les jeunes et les organisations non gouvernementales (ONG).
- Enfin, M. Berro a exprimé sa gratitude envers le Bureau du Coordonnateur résident, qui favorise la coordination efficace des organismes agissant au nom du gouvernement et les aide à faire la différence entre le montant des budgets alloués et la qualité d'exécution.

Interventions de la délégation

- La délégation a souhaité en savoir plus sur la solidité de la vision et du processus de planification de l'Uruguay, fondée sur une fonction publique autonome, stable et efficace.
- L'AUCI a répondu que son mandat était inscrit dans la loi, garantissant ainsi la pérennité des fonctionnaires, indépendamment des nominations politiques. Elle a également indiqué que la confiance qui règne au sein du système reposait sur les compétences techniques des fonctionnaires.
- La délégation a également souligné le caractère pérenne de l'action des Nations Unies en Uruguay par rapport aux approches plus ponctuelles adoptées, projet par projet, dans d'autres pays. Cette présence à long terme a permis aux Nations Unies de travailler en étroite collaboration avec le gouvernement pour favoriser la mise en œuvre de changements profonds.

B. Rencontre avec le vice-ministre des Affaires étrangères, M. Nicolas Albertoni

Interventions du vice-ministre des Affaires étrangères

- Le vice-ministre Nicolas Albertoni a remercié le Conseil d'administration pour l'intérêt qu'il porte à l'Uruguay et a reconnu le rôle essentiel des Nations Unies dans la poursuite des objectifs du gouvernement en matière de développement.
- Il a souligné le rôle clé de l'Uruguay en tant que pays défenseur des valeurs multilatérales, ainsi que la contribution des organismes des Nations Unies à l'identification des difficultés et des possibilités qui s'offrent au gouvernement.
- Il a insisté sur l'importance de la flexibilité des organismes des Nations Unies dans l'instauration d'une relation de confiance et dans le renforcement de la coopération.
- En réponse à une question des membres de la délégation sur les capacités d'intervention du gouvernement uruguayen en situation d'urgence ou de crise, en particulier dans le contexte de la pandémie de COVID-19, le ministre a présenté les principaux éléments d'une stratégie d'intervention efficace en situation de crise.
- Importance des experts scientifiques et techniques.
- Renforcement du capital social et de la confiance dans les institutions.
- Investissement dans des garanties sociales telles que l'équipement du système de santé, l'accès à l'information, la numérisation et la qualité de l'éducation.
- La stabilité sociale est à la fois un facteur de liberté et de responsabilité. La santé publique et l'éducation, notamment pour des groupes vulnérables tels que les migrants, ainsi que l'établissement d'un dialogue ouvert, constructif et transparent, sont considérés comme essentiels au maintien de la stabilité sociale.

Interventions de la délégation

- La délégation s'est intéressée aux enseignements à tirer de l'expérience de l'Uruguay concernant les principaux moteurs du changement, et à la façon dont les Nations Unies peuvent aligner leurs compétences et leur mandat sur les objectifs du gouvernement.

- Elle a noté que les Nations Unies devaient s’efforcer de mieux comprendre la notion de « piège du revenu intermédiaire », qui désigne les difficultés auxquelles sont confrontés les pays à revenu intermédiaire. La question est incontournable dans un contexte marqué par la restriction des flux d’aide publique au développement (APD) et par des problèmes d’envergure, tels que le vieillissement de la population et la faiblesse du taux de fécondité, qui concernent aussi bien l’Uruguay que le Costa Rica.
- La nécessité de tirer des enseignements de l’expérience des autres pays de la région et de partager les bonnes pratiques a également été soulignée.
- Par ailleurs, la délégation a mis l’accent sur la nécessité de comprendre que les Nations Unies sont souvent perçues en fonction de leur capacité à répondre aux besoins immédiats, notamment dans les situations de conflit, et que leur incapacité à répondre à ce type de besoins crée un sentiment d’inefficacité. Il est donc important de comprendre le rôle que peuvent jouer les Nations Unies pour favoriser la stabilité à long terme dans la région.
- La délégation a également souhaité comprendre le rôle que joue la durabilité dans la croissance économique. Les obligations vertes émises par le gouvernement pour financer la transition énergétique ont ainsi été citées comme un exemple dont d’autres pays pourraient s’inspirer.

C. Synthèse des réponses données lors du bilan du 12 décembre

Contenu et pertinence de la réunion

La délégation a fourni des informations essentielles concernant la situation de l’Uruguay et le soutien qu’apportent les Nations Unies au gouvernement afin de l’aider à atteindre ses objectifs prioritaires. L’Uruguay a été félicité pour la solidité de ses institutions et de sa fonction publique, et pour sa longue tradition de stabilité et de paix, conditions particulièrement propices au développement. Les participants ont souligné l’intégration réussie des Nations Unies et du système multilatéral au contexte national, un point essentiel au vu des difficultés propres aux pays à revenu intermédiaire, qui exigent des approches souples et diversifiées en matière de développement. Parmi les exemples positifs cités figurent l’initiative du PNUD sur l’intelligence artificielle et le programme du FNUAP visant à relever des taux de fécondité particulièrement faibles, qui s’alignent tous deux sur les objectifs stratégiques du gouvernement.

La délégation a toutefois évoqué des problèmes de marginalisation et d’exclusion en Uruguay. La situation en matière d’égalité des genres a suscité des interrogations, notamment la faible représentation des femmes au parlement, où celles-ci occupent 20 % des sièges. La délégation s’est en outre déclarée préoccupée par les perspectives peu encourageantes d’une loi appelant à la parité entre les genres à court terme.

Elle a également noté le manque frappant de représentation de la population d’origine africaine aux postes de pouvoir et d’influence au sein du gouvernement et de l’équipe de pays des Nations Unies. Les participants se sont déclarés surpris de ne pas compter parmi eux des personnes d’ascendance africaine, alors même que celles-ci représentent 10 % de la population uruguayenne. Enfin, la délégation a relevé l’absence notable de discussions et de stratégie relatives au vieillissement de la population et aux problèmes qu’elle pose, rappelant que cet enjeu mérite attention et nécessite un effort de planification.

Dialogue et collaboration

Les délégations se sont déclarées globalement satisfaites des efforts de collaboration déployés par les organismes des Nations Unies et le Coordonnateur résident au cours des réunions. Elles ont néanmoins fait part de leur inquiétude concernant l’omniprésence d’une culture machiste entravant la participation des femmes aux discussions. Ce sujet a permis de mettre en évidence la nécessité d’aborder la question des dynamiques de genre pour garantir une participation inclusive et équitable.

Une délégation a fait état d’une inquiétude théorique relative au bien-être et à la composition ethniques des équipes de pays des Nations Unies. Il a été observé que les équipes de pays des Nations Unies, principalement d’origine espagnole ou latino-américaine, pourraient avoir du mal à participer pleinement aux débats politiques locaux et à remettre en question le statu quo. Malgré son caractère théorique, cette préoccupation

témoigne de l'importance de la diversité et de l'inclusivité au sein des équipes en vue de garantir l'efficacité du dialogue dans des contextes culturels hétérogènes.

Les délégations ont pris acte de la collaboration étroite entre le PNUD, le FNUAP et le Coordonnateur résident, notamment dans les domaines de la démographie et des statistiques. L'accent mis par le FNUAP sur les données de recensement et l'importance accordée par le PNUD à l'indice de pauvreté multidimensionnelle (IPM) reflètent la cohérence de l'approche adoptée.

Démonstration de l'efficacité du PNUD, du FNUAP et de l'UNOPS

Lors du bilan, les délégations ont formulé un bref avis concernant l'efficacité des exposés et ont proposé des pistes d'amélioration. Elles ont salué la cohérence des exposés, avant de faire part de leurs inquiétudes quant aux conséquences apparentes d'une culture machiste qui se manifesterait par des prises de parole plus courtes et plus souvent interrompues chez les femmes que chez les hommes. Pour lutter contre ce déséquilibre, une délégation a proposé la mise en œuvre d'une mesure corrective consistant à laisser les femmes s'exprimer en premier.

Sur le fond, une délégation a souligné l'importance de mieux expliquer, lors des discussions, les difficultés de développement multidimensionnelles que rencontre l'Uruguay. La compréhension de ces difficultés est essentielle pour identifier les interventions que les Nations Unies doivent mettre en œuvre et évaluer leur efficacité. Une autre délégation a indiqué avoir perçu un manque d'efficacité dans l'exposé adressé au Parlement et a évoqué la nécessité d'y apporter quelques améliorations afin de renforcer la qualité et l'impact du propos.

Point de vue des participants sur les difficultés à résoudre et les possibilités à exploiter

Le point de vue des participants concernant les difficultés à résoudre et les possibilités à exploiter correspond aux points mentionnés dans les trois sections précédentes. Les difficultés identifiées sont la marginalisation des minorités, les inégalités de genre et le manque d'équité entre les organismes des Nations Unies. Les deux premières difficultés permettent d'aborder le contexte uruguayen et les interventions des Nations Unies sous un angle spécifique. La volonté de l'Uruguay de passer du statut de pays à revenu intermédiaire supérieur à celui de pays à revenu élevé, alors même que des segments importants de sa population restent mal desservis et sous-représentés, soulève plusieurs questions. Cette situation appelle un examen critique de la manière dont l'équipe de pays des Nations Unies en Uruguay, par sa composition et son action, aborde ces questions, et révèle l'existence de contradictions au sein du système des Nations Unies pour le développement. Il convient d'apporter une réponse à ces questions afin de pouvoir s'adapter au contexte et de mettre en œuvre le processus de développement alors même que des acteurs clés en sont exclus.

Les possibilités, quant à elles, sont étroitement liées aux préoccupations relatives à la marginalisation. En effet, les Nations Unies doivent élargir leur champ d'action pour s'intéresser à d'autres catégories démographiques et éviter la concentration des projets dans les zones urbaines. De fait, les Nations Unies ont la capacité de mettre au point des stratégies de développement plus inclusives et plus complètes, répondant aux besoins des différentes catégories de population et zones géographiques qui composent l'Uruguay.

III. Rapport du 13 décembre 2023

Le 13 décembre, la visite du Conseil d'administration du PNUD, du FNUAP et de l'UNOPS en Uruguay a donné lieu aux réunions de fond suivantes :

- Point d'information du PNUD et du FNUAP, qui ont présenté leur rôle en matière de protection sociale.
- Déjeuner avec des personnalités renommées et des responsables officiels consacré à la question de la fécondité et du vieillissement de la population en Uruguay, ainsi qu'à l'action du système des Nations Unies pour le développement en la matière.
- Point d'information organisé par l'UNOPS, en collaboration avec le ministère des Transports et des Travaux publics.

- Point d'information du FNUAP et du PNUD, qui ont présenté leur rôle dans l'utilisation des systèmes d'information au service de la prise de décisions concernant les recensements, les recensements fondés sur les bases de données existantes, les enquêtes thématiques sur l'emploi du temps, le genre, les différentes générations et les jeunes, ainsi que dans la prise en compte des dossiers administratifs issus du système d'information périnatal (ministère de la Santé) et du système d'information sur l'aide sociale (ministère du Développement social), de l'indice de pauvreté multidimensionnelle, de la transformation numérique et de la participation citoyenne.

Points essentiels des principales discussions

A. Point d'information du PNUD et du FNUAP, qui ont présenté leur rôle en matière de protection sociale

Contexte

Pendant et après la pandémie de COVID-19, le ministère du Développement social a soutenu les secteurs les plus vulnérables du pays au moyen de mesures de protection sociale telles que les allocations familiales et les cartes sociales uruguayennes.

Le FNUAP est un partenaire stratégique qui aide le gouvernement à lutter contre les faibles taux de fécondité, le vieillissement de la population et la progression de la pauvreté parmi les femmes et les enfants, qui constituent des obstacles majeurs au développement. Le FNUAP partage avec le ministère du Développement social des lignes d'action communes dans plusieurs domaines clés, sous la forme de transferts monétaires destinés aux femmes, aux enfants, à la protection de la jeunesse, aux systèmes de soins, aux enquêtes et à la lutte contre la violence basée sur le genre.

Interventions de la délégation

- La délégation souhaitait comprendre comment l'action des Nations Unies s'aligne sur celle du gouvernement et comment les Nations Unies ont aidé le gouvernement et tiré les leçons de ses connaissances et de son expérience.
- Le Président du Conseil d'administration a souhaité connaître les principales compétences dont un gouvernement doit disposer pour pouvoir fournir des financements innovants susceptibles de produire un impact social (par exemple, en émettant des obligations à impact social). Il s'est également interrogé sur les moyens d'élargir et de prolonger ces financements à long terme. Il s'est ensuite intéressé à la vision à long terme du pays en matière de lutte contre le vieillissement de la population, dont le succès dépendra de l'aide sociale de l'État et de l'amélioration de la situation des minorités, notamment des personnes d'ascendance africaine.
- La Vice-présidente du GRULAC s'est intéressée aux difficultés communes aux différents pays à revenu intermédiaire, notamment aux faibles taux de fécondité et au vieillissement de la population, ainsi qu'aux facteurs structurels qui y contribuent.
- Le Vice-président du Groupe Asie-Pacifique a souhaité savoir comment les Nations Unies pourraient contribuer au développement socioéconomique du pays. Le Vice-président du Groupe des États d'Europe orientale s'est interrogé sur les conséquences de la collecte de données en matière de respect de la vie privée.

B. Point d'information organisé par l'UNOPS, en collaboration avec le ministère des Transports et des Travaux publics

Contexte

Le ministère des Transports et des Travaux publics met actuellement en œuvre l'investissement le plus important jamais déployé par l'Uruguay dans le domaine des travaux routiers (2,5 milliards de dollars des États-Unis). L'UNOPS joue un rôle stratégique en accompagnant et en conseillant le ministère à chaque étape de ces différents projets. Il a notamment collaboré de manière approfondie à des travaux portant sur plus de 7 500 km de routes et plus de 150 ponts.

Interventions du ministère des Transports et des Travaux publics

- Les représentants du ministère des Transports et des Travaux publics ont décrit le plan d'infrastructure, mis en œuvre avec l'aide de l'UNOPS, comme étant l'investissement le plus ambitieux de l'histoire de l'Uruguay.
- Le ministère a salué les compétences techniques de l'UNOPS, qui a aidé le gouvernement à réaliser le projet.
- Le ministre a également noté que la vision stratégique du pays dépassait la seule question des infrastructures routières et que ses plans portaient également sur la modernisation du système ferroviaire, reconnaissant l'UNOPS comme un potentiel partenaire clé dans la prestation de services techniques de qualité.

Interventions de la délégation

- La délégation a souhaité comprendre certains aspects complémentaires de l'action du gouvernement et de l'UNOPS, ainsi que la manière dont cette action s'aligne sur les priorités stratégiques et la vision à long terme du pays.
- Le Président du Conseil d'administration a souhaité en savoir plus sur le rôle du secteur des transports dans la transition énergétique et sur la manière dont l'UNOPS pourrait soutenir la mise en place d'un système de transport plus durable. Le ministre a indiqué que l'Uruguay œuvrait à la transition énergétique et à la décarbonation du secteur des transports, un enjeu essentiel dans le contexte de la collaboration régionale et du partage des connaissances, en particulier pour les pays du GRULAC. Il a présenté les transports routiers, l'aviation, le secteur ferroviaire et le secteur maritime comme des domaines essentiels du programme de décarbonation, dans lesquels l'UNOPS pourrait compter parmi les partenaires clés du gouvernement.
- Le Vice-président du Groupe des États d'Europe orientale a souhaité en savoir plus sur les différents exemples de coopération transatlantique, notamment avec l'Union européenne. Le ministre a évoqué la longue tradition de collaboration entre l'Uruguay et l'Union européenne, et a souligné la nécessité de préserver ces forts liens régionaux et transatlantiques.
- Le Vice-président du Groupe Asie-Pacifique a déclaré que l'investissement dans les infrastructures était l'un des principaux moteurs du progrès social et de la croissance économique, et qu'en ce sens, il pourrait favoriser la croissance du PIB national. Il a souhaité comprendre quels étaient les coûts et le temps économisés grâce à l'action des Nations Unies et au maintien de l'appui technique et du renforcement des capacités après l'achèvement du projet. Le ministre et les représentants du ministère ont évoqué la longue tradition de l'Uruguay en matière d'évaluation des avantages sociaux et économiques liés aux projets nationaux d'infrastructures, ainsi que les évaluations et les études menées après l'achèvement des projets, qui permettent de continuer à diffuser et à tirer parti des connaissances et de l'expertise correspondantes.

C. Point d'information du FNUAP et du PNUD, qui ont présenté leur rôle dans l'utilisation des systèmes d'information au service de la prise de décisions concernant les recensements, les recensements fondés sur les bases de données existantes, les enquêtes thématiques sur l'emploi du temps, le genre, les différentes générations et les jeunes, ainsi que dans la prise en compte des dossiers administratifs issus du système d'information périnatal (ministère de la Santé) et du système d'information sur l'aide sociale (ministère du Développement social), de l'indice de pauvreté multidimensionnelle, de la transformation numérique et de la participation citoyenne.

Contexte

Le FNUAP a apporté une contribution essentielle aux enquêtes menées par l'Institut national de statistique uruguayen (INE), notamment l'enquête nationale sur la jeunesse, l'enquête sur l'emploi du temps, les enquêtes sur les comportements reproductifs et l'enquête sur la violence basée sur le genre et les différentes

générations. L'INE a participé à la rédaction des questionnaires, à la conception des stratégies de travail sur le terrain, à la consolidation des données, à l'analyse et aux mesures de plaidoyer découlant de ces enquêtes.

Il élabore actuellement un nouvel indicateur de pauvreté multidimensionnelle et bénéficie pour cela d'un soutien important du PNUD, à travers l'assistance technique de l'Oxford Poverty and Human Development Initiative (OPHI) de l'Université d'Oxford.

Interventions du gouvernement

- Les représentants du gouvernement ont souligné l'importance de la fiabilité et de l'exactitude des données dans l'élaboration de politiques solides. Ils ont notamment discuté de la confidentialité des données, intégrée au cadre législatif de l'Uruguay.

Interventions de la délégation

- La délégation s'est intéressée aux progrès du gouvernement en matière de réglementation de l'intelligence artificielle, un domaine qui en était encore à ses balbutiements.
- Le Président du Conseil d'administration a souligné l'importance de la souveraineté numérique et de la capacité du gouvernement à réglementer le partage de données et l'intelligence artificielle au sein de sa juridiction.
- Les représentants du gouvernement ont approuvé ce point de vue, avant d'évoquer l'importance de protéger simultanément les droits fondamentaux, la liberté d'expression et la vie privée.
- Le Président a souligné l'importance d'investir dans l'acquisition de connaissances et de compétences adaptées au contexte local pour faire face au développement de l'intelligence artificielle, en conformité avec les priorités nationales.

D. Synthèse des réponses données lors du bilan du 13 décembre

Contenu et pertinence de la réunion

La délégation a formulé plusieurs remarques essentielles relatives au contenu des réunions. L'une des principales préoccupations exprimées concernait la confusion générale entourant les attentes du ministère des Transports à l'égard des Nations Unies. Les participants ont exprimé leur incertitude quant aux attentes précises à l'égard des organismes des Nations Unies, notamment concernant le soutien financier au ministère des Transports, qui ne fait pas partie des modalités d'aide habituelles des Nations Unies. Par ailleurs, un représentant de la société civile a plaidé pour la participation du secteur des soins et cette question a fait l'objet d'une demande de clarification. Toutefois, le rôle de ce secteur et l'objectif précis de sa participation sont restés flous pour les participants.

Un membre de la délégation a attiré l'attention sur une certaine tendance à revenir constamment sur l'action du gouvernement uruguayen, au risque de détourner l'attention de l'objet premier des discussions, à savoir la participation des Nations Unies. Ce changement de sujet répété a créé de la confusion et brouillé la communication concernant les projets et besoins spécifiques liés au PNUD et au FNUAP. La délégation a fait part de ses préoccupations relatives au manque général de clarté de l'exposé, en particulier concernant la résolution des problèmes et la présentation de certains domaines d'action précis, témoignant de la nécessité d'une communication plus précise et plus ciblée au cours des réunions.

Dialogue et collaboration

Des inquiétudes se sont exprimées quant au manque de précisions concernant l'action concrète des Nations Unies en Uruguay. Bien que les responsables gouvernementaux aient fait l'éloge du PNUD, du FNUAP et de l'UNOPS, un membre de la délégation a déploré le manque d'exemples précis permettant de démontrer les effets positifs de la coopération entre l'Uruguay et les Nations Unies. Il a été suggéré que l'action des Nations Unies en Uruguay pourrait faire office de laboratoire et produire un ensemble de bonnes pratiques susceptibles d'être exportées dans d'autres pays, voire servir de base à une coopération triangulaire avec deux autres pays en développement situés à un niveau inférieur dans l'échelle des revenus.

Un autre membre de la délégation a déclaré percevoir un décalage entre le travail des organismes des Nations Unies à Montevideo et leurs bureaux new-yorkais. Plus précisément, il s'est dit inquiet du décalage entre les initiatives de l'Uruguay, notamment en matière d'intelligence artificielle et de transformation numérique, et les activités des Nations Unies au sens large, telles que le Pacte numérique mondial et le Comité consultatif de haut niveau sur l'intelligence artificielle. Ce manque de coordination a soulevé des questions relatives à l'efficacité du soutien des Nations Unies aux projets de pointe mis en œuvre par l'Uruguay.

Démonstration de l'efficacité du PNUD, du FNUAP et de l'UNOPS

Lors du bilan, les délégations ont formulé un bref avis concernant l'efficacité des exposés et ont proposé des pistes d'amélioration. Un membre a déclaré percevoir un décalage entre le contenu des discussions organisées au cours de la journée et les exemples réels de contribution des Nations Unies, laissant entendre qu'il serait utile d'organiser des points d'information plus structurés en amont des réunions. Le manque de clarté des exposés, en particulier concernant la résolution des problèmes et la présentation de domaines d'action spécifiques, fait partie des points à corriger. En outre, le manque de participation citoyenne ou de mobilisation réelle de la société civile dans les discussions a été jugé contre-productif, empêchant la délégation de comprendre la valeur ajoutée de l'action des Nations Unies pour les citoyens.

Point de vue des participants sur les difficultés à résoudre et les possibilités à exploiter

La délégation a identifié plusieurs difficultés relatives à l'action des Nations Unies en Uruguay, notamment liées au fait que les interventions de développement actuelles sont désormais perçues comme inadéquates à la stature du pays. Elle craint que les Nations Unies peinent à s'adapter aux nouveaux enjeux, comme en témoigne l'absence de projets transformateurs lors de la visite sur le terrain. Parmi les difficultés rencontrées, la délégation a également évoqué un sentiment de décalage entre Montevideo et New York, en particulier lié à des processus tels que le Pacte numérique mondial et les discussions intergouvernementales sur l'intelligence artificielle. Dans les deux cas, les discussions importantes qui ont été menées au niveau national n'ont pas trouvé écho à New York.

La délégation a également identifié des possibilités à exploiter, notamment le fait que l'Uruguay pourrait devenir une plaque tournante de la coopération triangulaire avec d'autres pays en développement. Le pays devrait ainsi partager ses bonnes pratiques avec d'autres pays en vue d'établir un dialogue pérenne. L'évolution du contexte uruguayen donne aux Nations Unies l'occasion de redéfinir leur proposition de valeur pour les pays à revenus relativement élevés. Enfin, la délégation a déclaré considérer certains projets, tels que le réseau routier de l'UNOPS, comme une occasion de favoriser l'intégration régionale en améliorant la liaison avec les pays frontaliers.

IV. Rapport du 14 décembre 2023

Le 14 décembre, la visite du Conseil d'administration du PNUD, du FNUAP et de l'UNOPS en Uruguay a donné lieu aux réunions de fond suivantes :

- Réunion avec des représentants de l'Institut national des droits fondamentaux, de la Division du handicap du ministère du Développement social, de la Commission honoraire sur le handicap et de la Cour suprême de justice.
- Réunion de présentation de l'action du FNUAP dans le domaine des droits sexuels et reproductifs, de la lutte contre la violence basée sur le genre et des politiques et de l'achat de produits relatifs à l'éducation complète à la sexualité, avec le ministère de la Santé publique, l'Administration des services de santé de l'État (ASSE), le Bureau du procureur général et l'Administration nationale de l'éducation publique (ANEP).
- Déjeuner avec des dirigeantes de divers horizons et opinions politiques (femmes politiques, membres de la société civile, communicantes), des personnalités et des responsables qualifiés sur le thème de la fécondité, du vieillissement de la population uruguayenne et de la réponse apportée par le système de développement.

- Rencontre avec Mme Azucena Arbeleche, ministre de l'Économie et des Finances, et M. Herman Kamil, directeur de l'Unité de gestion de la dette, et point d'information du PNUD sur son rôle dans le financement du développement.
- Point d'information du PNUD sur son rôle dans la promotion du leadership et de la participation des jeunes aux institutions et aux processus démocratiques, et sur son action en faveur d'une sphère publique plus inclusive.

Points essentiels des principales discussions

A. Réunion avec des représentants de l'Institut national des droits fondamentaux, de la Division du handicap du ministère du Développement social, de la Commission honoraire sur le handicap et de la Cour suprême de justice

Contexte

- L'Uruguay a adopté la Convention relative aux droits des personnes handicapées (CDPH) en 2008 et l'a intégrée dans son cadre juridique. Toutefois, le pays a rencontré des difficultés pour aligner l'ensemble de ses réglementations sur les normes de la CDPH.
- Les principaux aspects du droit des personnes handicapées sont : la capacité juridique à prendre des décisions, le respect des préférences personnelles, l'accessibilité universelle et le droit à fonder une famille et à devenir parent.
- Suite aux observations de 2016 sur la mise en œuvre de la CDPH, les experts ont identifié des dispositions juridiques discriminatoires restreignant la capacité juridique des personnes handicapées.
- Depuis 2020, l'Uruguay a mené des travaux de recherche, collaboré avec la société civile, consulté des experts et lancé des campagnes de sensibilisation en vue d'élaborer des lois et des politiques garantissant aux personnes handicapées l'égalité des droits et la citoyenneté dans tous les aspects de la vie.

Exposé

Le ministère du Développement social a présenté un projet de loi visant à favoriser l'inclusion des personnes handicapées à travers l'amélioration de l'accès à l'information, la collecte de données précises et la mise en œuvre d'interventions ciblées adaptées aux besoins des bénéficiaires.

- Au cours de la réunion, un représentant des personnes handicapées a formulé une remarque qui offre matière à réflexion : « Ce n'est pas nous qui sommes vulnérables ; ce sont les lois et les réglementations. De fait, nous sommes **tous** vulnérables dès lors que l'État, les lois et les conditions socioéconomiques favorisent notre exclusion et notre oppression. »

Interventions de la délégation

- Le Président du Conseil d'administration a évoqué la nécessité de comprendre comment les organismes des Nations Unies pouvaient gagner en efficacité pour mieux satisfaire aux besoins du gouvernement. En réponse, le représentant du gouvernement a souligné l'importance du rôle des Nations Unies dans la conduite d'études fondées sur des preuves scientifiques et d'enquêtes, dans le dialogue entre les parties prenantes de la société civile, des ONG et du secteur privé, dans la mise en place de bonnes pratiques innovantes et dans la valorisation des informations collectives recueillies au service du progrès.
- La délégation a évoqué les effets positifs de certaines interventions des Nations Unies, mais a également déploré un certain manque d'inclusion, en particulier des personnes d'ascendance africaine, au sein des organismes des Nations Unies, une préoccupation partagée par le Président du Conseil d'administration. Ce dernier a indiqué que l'inclusion comptait parmi les principaux objectifs de la lutte contre le racisme et que les organismes des Nations Unies devaient progresser

en matière de pluralité des points de vue et d'engagement en faveur de la diversité, de l'équité et de l'inclusion, et de manière plus profonde et globale, veiller à ne laisser personne de côté.

B. Réunion de présentation de l'action du FNUAP dans le domaine des droits sexuels et reproductifs, de la lutte contre la violence basée sur le genre et des politiques et de l'achat de produits relatifs à l'éducation complète à la sexualité, avec le ministère de la Santé publique, l'Administration des services de santé de l'État (ASSE), le Bureau du procureur général et l'Administration nationale de l'éducation publique (ANEP).

Contexte

- Grâce à ses engagements internationaux et à un puissant plaidoyer de la société civile, en particulier de la part du mouvement des femmes, l'Uruguay est à l'avant-garde de l'élaboration des politiques relatives à la santé sexuelle et reproductive (SSR).
- Le soutien du FNUAP a permis au pays d'atteindre un faible taux de mortalité maternelle et de ne déplorer aucun décès dû à des avortements non médicalisés. Le FNUAP a également promu le droit à la contraception et l'adoption de nouvelles méthodes en la matière, contribuant au succès notable de la planification familiale dans le pays : chez les femmes âgées de 15 à 45 ans, seuls 8,9 % des besoins en matière de contraception ne sont pas satisfaits.
- L'adoption d'une stratégie axée sur l'élimination des grossesses précoces a permis de réduire le taux de fécondité des adolescentes de 60 % à 22,3 % entre 2014 et 2022, à travers des mesures de santé, d'éducation et de protection sociale soutenues par le FNUAP.
- Malgré ces progrès, l'Uruguay se heurte à des obstacles liés à la violence basée sur le genre. En Amérique latine, le pays se classe ainsi au quatrième rang des pays affichant le plus grand nombre de féminicides. Le FNUAP participe aux activités de prévention à travers sa collaboration avec le programme d'éducation sexuelle mis en œuvre par l'ANEP et avec le Bureau du Procureur général.
- Depuis 2006, l'Uruguay applique une politique d'éducation complète à la sexualité et le FNUAP joue un rôle essentiel dans la production de données factuelles, le plaidoyer et l'élaboration de contenus pédagogiques et de cours, conformément à son engagement en faveur de ce type d'éducation.

Interventions de la délégation

- La délégation a souhaité comprendre comment les Nations Unies pourraient aider le ministère et le gouvernement à atteindre les principaux objectifs nationaux relatifs à l'accès à la santé.
- La délégation s'est félicitée du soutien que le FNUAP a fourni au gouvernement pour la collecte de données et l'élaboration de protocoles relatifs au VIH, aux grossesses précoces et à la santé reproductive.
- Elle a toutefois souligné la nécessité de produire des données ventilées susceptibles de prendre en compte les questions d'inclusion, d'équité et de diversité, ainsi que les approches interculturelles en matière de santé.

C. Rencontre avec Mme Azucena Arbeleche, ministre de l'Économie et des Finances, et M. Herman Kamil, directeur de l'Unité de gestion de la dette, et point d'information du PNUD sur son rôle dans le financement du développement

Contexte

- À travers diverses interventions stratégiques, le PNUD a joué un rôle essentiel dans le lancement d'initiatives de finance durable en Uruguay.
- En collaboration avec la Banque interaméricaine de développement (BID), le PNUD a aidé l'Uruguay à émettre des obligations souveraines liées au développement durable pour un montant de 1,5 milliard de dollars des États-Unis, et a vérifié les principaux indicateurs de performance à des fins de transparence. Le premier rapport a été publié en mai 2023.

- En tant que « partenaire d'exécution », le PNUD a par ailleurs participé à la rédaction d'une proposition d'un montant de 1 million de dollars des États-Unis destinée au Fonds vert pour le climat et axée sur la finance durable, aux côtés de la banque centrale et des principaux ministères uruguayens, avec un objectif de dépôt avant la fin de l'année 2023.
- Le PNUD a également participé, en tant qu'organe de vérification externe, à la structuration d'un prêt de 350 millions de dollars des États-Unis destiné à aider le pays à atteindre ses objectifs environnementaux, témoignant ainsi d'un engagement pérenne de l'organisation en faveur d'une finance durable.

Exposé

- Mme Azucena a expliqué comment le gouvernement avait conçu, avec l'aide du PNUD, des instruments financiers innovants, conformes aux engagements nationaux en faveur de l'environnement et aux obligations du pays au titre de l'Accord de Paris. Le gouvernement a considéré la mise en place de mesures incitatives favorables au respect des obligations environnementales, par l'intermédiaire de mécanismes axés sur le marché, comme une précieuse occasion de renforcer l'ambition et les engagements du pays en faveur de l'environnement. Mme Azucena a indiqué qu'une coordination étroite avec le ministère de l'Agriculture, de l'Élevage et de la Pêche, le ministère de l'Environnement, le ministère de l'Industrie, de l'Énergie et des Mines et le ministère des Relations extérieures avait permis le développement d'instruments financiers innovants et efficaces.
- Le ministère de l'Économie et des Finances a déclaré vouloir renforcer ces initiatives et collaborer avec les Nations Unies afin de partager les enseignements tirés et les bonnes pratiques, et de mettre en place des initiatives analogues dans d'autres pays en développement.

Interventions de la délégation

- Les membres du Conseil d'administration ont souligné que les enseignements tirés dans le cadre de cette initiative pouvaient profiter à d'autres pays et permettre de renforcer la coopération et le partage de connaissances, notamment dans un contexte Sud-Sud.
- La délégation a souhaité savoir en quoi cet instrument contribuait au renforcement de la collaboration avec le secteur privé et l'Union européenne. Les membres du Conseil d'administration ont évoqué l'importance de prévenir tout conflit d'intérêts et de garantir la transparence et la responsabilité à chaque étape du processus.

D. Point d'information du PNUD sur son rôle dans la promotion du leadership et de la participation des jeunes aux institutions et aux processus démocratiques, et sur son action en faveur d'une sphère publique plus inclusive

Contexte

- La dernière enquête sur la jeunesse uruguayenne a permis d'observer un vieillissement du personnel politique national et un manque de possibilités de mobilisation pour les jeunes, comme en témoigne le taux de participation des 14-29 ans aux espaces politiques, qui n'est que de 5,2 %.
- À l'occasion du cinquantième anniversaire de l'effondrement institutionnel de l'Uruguay et à la veille des prochaines élections générales qui auront lieu en octobre 2024, le PNUD contribue au dialogue avec les jeunes membres des partis politiques afin d'évoquer avec eux les défis démocratiques à relever et d'envisager un avenir meilleur.
- Ce dialogue vise à renforcer le leadership des jeunes, à encourager la collaboration entre les partis et à étudier les moyens de renforcer la démocratie.
- Pendant le point d'information, le PNUD a souligné l'importance de la participation politique, de l'inclusion des groupes marginalisés et de la prise en compte des questions de genre, exhortant les jeunes des différents partis à collaborer et à poursuivre des objectifs communs.

E. Synthèse des réponses données lors du bilan du 14 décembre

Aucun bilan n'a été organisé ce jour-là.

V. Rapport du 15 décembre 2023

Le 15 décembre, la visite du Conseil d'administration du PNUD, du FNUAP et de l'UNOPS en Uruguay a donné lieu aux réunions de fond suivantes :

- Réunion de présentation du rôle du PNUD dans la première transition énergétique et la mobilité durable.
- Atelier de présentation du rôle du PNUD dans la lutte contre les changements climatiques, la protection de la biodiversité, la gestion des déchets, l'économie circulaire et la réduction des risques.

Points clés des discussions

A. Réunion de présentation du rôle du PNUD dans la première transition énergétique et la mobilité durable

Contexte

- L'Uruguay produit désormais 97 % de son électricité à partir d'énergies renouvelables, ce qui constitue une étape importante dans la transition énergétique du pays.
- Le PNUD a apporté un soutien crucial aux stratégies nationales de promotion des énergies renouvelables, notamment en aidant l'Uruguay à surmonter les obstacles à l'investissement dans l'énergie éolienne et à s'engager en faveur d'une énergie durable.
- Face au succès des premières étapes de sa transition énergétique et avec le soutien du PNUD, l'Uruguay se concentre désormais sur la décarbonation du secteur des transports, notamment en favorisant la mobilité électrique. Le projet Movilidad Eficiente y Sostenible (MOVÉS, 2018-2022) pour la mise en œuvre de solutions de mobilité efficaces, inclusives et à faibles émissions de carbone fait partie des principales initiatives du pays dans ce domaine.

Interventions du ministère de l'Industrie et de l'Énergie

- La ministre de l'Industrie, de l'Énergie et des Mines, Mme Elisa Facio, a présenté un aperçu de la politique énergétique de l'Uruguay et a souligné sa conformité aux objectifs de l'Accord de Paris.
- Actuellement, 97 % de l'électricité du pays provient de sources propres telles que l'hydroélectricité, l'énergie solaire et la biomasse. L'Uruguay est prêt pour une deuxième phase de sa transition énergétique axée sur la décarbonation des transports et des infrastructures industrielles, et accordant la priorité à l'électrification et à la durabilité du transport routier. Sa stratégie énergétique prévoit des investissements dans l'énergie éolienne, les batteries à hydrogène vert et la mise en place d'une économie circulaire tenant compte des questions de genre.
- La mobilité électrique occupe une place de choix parmi les priorités du gouvernement. L'objectif consiste à renforcer l'efficacité et la durabilité énergétiques dans le secteur des transports, et nécessite l'aide des Nations Unies en matière de formation, de renforcement des capacités et d'appui technique. Le ministère des Transports et des Travaux publics participe activement à l'élaboration du cadre réglementaire indispensable à la mise en œuvre de cette transition. La vision du gouvernement ne se limite pas à la politique énergétique, mais comprend également des objectifs de développement durable plus larges ainsi qu'un engagement à promouvoir la prise en compte des questions de genre dans un paysage énergétique en mutation.

Interventions de la délégation

- Le Président du Conseil d'administration a souhaité connaître les répercussions socioéconomiques de la transition énergétique, en particulier les modalités et les canaux mis en œuvre par le

gouvernement pour favoriser le soutien de l'opinion au programme de décarbonation et aux politiques de transition énergétique. Il a sollicité l'avis du gouvernement concernant la généralisation des objectifs de décarbonation au-delà des secteurs de la finance et de la technologie, en particulier dans le domaine de l'ingénierie politique, essentiel à l'obtention d'avancées significatives.

- La ministre a répondu que l'Uruguay ne produisait ni gaz ni pétrole, et que le pays dépendait depuis longtemps des énergies renouvelables, comme en témoigne la construction de nombreux barrages au cours du siècle écoulé. Cette situation explique pourquoi l'idée d'une transition vers une énergie propre semblait presque naturelle et n'a pas nécessité d'effort particulier en matière d'ingénierie politique. Le recours aux énergies renouvelables, telles que l'hydroélectricité et l'eau, a été bien accueilli par la société. Toutes les importations de pétrole du pays sont le fait d'une entreprise publique et concernent exclusivement le pétrole raffiné, dont la majeure partie est utilisée dans le secteur des transports. Aujourd'hui, 99 % de la population a accès à une électricité propre. L'objectif du gouvernement est de réduire les émissions de carbone dans le secteur des transports.
- La réduction des émissions de carbone a bénéficié d'un large soutien de la population et de la création de « pôles d'innovation », grâce auxquels le gouvernement a pu offrir aux nombreuses parties prenantes issues du monde universitaire, des organismes publics et de la société civile un espace dédié au partage des connaissances et des idées favorisant la réalisation des objectifs de décarbonation. Le gouvernement envisage également de décarboner le secteur de la production de viande et de réduire ses émissions de méthane grâce à des interventions innovantes.
- Le Président du Conseil d'administration a souhaité savoir quelles mesures supplémentaires les Nations Unies pourraient prendre pour aider l'Uruguay à mener à bien sa deuxième transition énergétique et à réaliser ses objectifs de décarbonation en vue de transformer le pays. Il a souligné l'importance de recueillir des informations destinées aux dirigeants en poste à New York, afin que ces derniers puissent doter leurs équipes de terrain des moyens nécessaires et renforcer la collaboration à long terme des Nations Unies avec le gouvernement uruguayen.
- La ministre a exprimé sa gratitude envers les Nations Unies pour leur soutien aux efforts de décarbonation du gouvernement. Elle a souligné la nécessité de collaborer avec les Nations Unies en vue de renforcer les capacités techniques de l'Uruguay et de permettre un véritable bond en avant. Elle a mentionné le rôle des Nations Unies dans le recrutement de consultants et d'experts capables de s'intégrer rapidement au gouvernement, de lui faire bénéficier de leurs compétences, de former le personnel et de renforcer les capacités internes. Le gouvernement compte sur les Nations Unies pour renforcer sa capacité de mise en œuvre grâce à l'appui technique, au renforcement des compétences et à la formation. La ministre a indiqué que les organismes des Nations Unies jouaient un rôle décisif dans la communication des priorités et des objectifs de l'Uruguay en matière de décarbonation, favorisant ainsi l'obtention d'un appui technique et d'un soutien internationaux susceptibles d'accélérer la transformation du pays.
- Le Vice-président du Groupe des États d'Europe orientale a posé des questions concernant la vision à long terme du gouvernement pour l'amélioration des infrastructures de transport public, notant l'absence d'un système de métro ou de chemin de fer, malgré un taux d'urbanisation de 90 %.
- La ministre a répondu que le développement des infrastructures publiques constituait une priorité du gouvernement, dont la responsabilité incombe au ministère des Transports et des Travaux publics. Elle a mentionné l'ampleur des investissements dans les infrastructures routières, le pays se concentrant actuellement sur les routes et les ponts, avec le soutien technique de l'UNOPS. Elle a présenté la vision à long terme du ministère, qui repose notamment sur le développement d'une infrastructure de tramways et de trains électriques à travers tout le pays. Le projet est déjà en cours de planification et en attente d'autorisation.
- Le Vice-président du Groupe Asie-Pacifique s'est enquis des mécanismes de partage des connaissances et d'échange d'informations au niveau régional, en particulier dans le cadre de la

- coopération Sud-Sud, et a demandé des informations concernant les politiques du gouvernement en matière d'efficacité énergétique.
- La ministre a exprimé le vif intérêt du gouvernement pour le partage des connaissances et la collaboration, en particulier dans le cadre de la coopération Sud-Sud. Elle a cité l'exemple d'un projet hydroélectrique reposant sur la construction d'un barrage binational, qui a permis de renforcer la coopération de l'Uruguay avec l'Argentine et le Brésil. Elle a indiqué que le gouvernement était conscient de l'importance de l'efficacité énergétique et a cité en exemple l'investissement dans les campagnes de sensibilisation, l'éducation de la population au niveau des écoles et des ménages, et le recours aux technologies à l'appui des initiatives déployées dans ce domaine.
 - La Vice-présidente du GRULAC s'est enquis des mesures adoptées, notamment sur le plan fiscal, pour inciter à l'utilisation de véhicules électriques.
 - La ministre a déclaré que les véhicules 100 % électriques étaient exonérés de la taxe carbone et que les utilisateurs de modèles hybrides bénéficiaient de divers allègements fiscaux. Elle a également mentionné un programme mis en œuvre en collaboration avec le ministère de l'Économie, consistant à allouer une partie des recettes fiscales provenant du pétrole et du gaz au financement d'initiatives dans le domaine de l'efficacité énergétique. Par ailleurs, le pays a obtenu divers prix et certifications récompensant l'amélioration de son efficacité énergétique. En outre, l'émission d'obligations vertes fait office d'incitation économique en faveur des objectifs de décarbonation. Le gouvernement entend également mettre au point des réglementations en la matière, promouvoir l'évolution des mentalités au sein des communautés et participer activement aux programmes internationaux de partage des connaissances relatifs à la transition vers une économie verte et circulaire.

B. Atelier de présentation du rôle du PNUD dans la lutte contre les changements climatiques, la protection de la biodiversité, la gestion des déchets, l'économie circulaire et la réduction des risques, en présence du ministre de l'Environnement

Contexte

Biodiversité et production durable

- L'Uruguay applique son système national d'aires protégées (SNAP), auquel il a ajouté 17 aires depuis 2005. Le PNUD apporte son aide à cinq projets financés par le Fonds pour l'environnement mondial (FEM) et ayant pour but de promouvoir l'utilisation durable des ressources naturelles, d'améliorer le SNAP et de mettre au point une stratégie nationale de protection de la biodiversité, par exemple à travers l'instauration de mécanismes de financement dans le cadre de l'initiative Biodiversity Finance (BIOFIN).

Action climatique

- L'Uruguay accorde la priorité à la résilience climatique, aux énergies renouvelables et à des contributions déterminées au niveau national (CDN) ambitieuses. Depuis plus de trente ans, le PNUD aide l'Uruguay à remplir ses obligations au titre de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) et à élaborer sa politique nationale sur les changements climatiques et sa CDN. En collaboration avec la BID, le PNUD a soutenu l'émission d'une obligation souveraine liée au développement durable.

Réduction des risques de catastrophe

- Depuis 2003, le PNUD a travaillé sur six projets, en collaboration avec le Système national d'urgence de l'Uruguay (SINAE). Aux côtés du SINAE, le système Monitor Integral de Riesgo y Afectaciones (MIRA), conçu en 2019, contribue à l'amélioration des interventions d'urgence, de la communication et de la surveillance. Le PNUD a également contribué à la mise en œuvre d'évaluations relatives au relèvement post-catastrophe, notamment concernant les aménagements réalisés dans les secteurs de l'éducation et du tourisme suite à la COVID-19. Par ailleurs, le PNUD

dirige l'équipe d'urgence des Nations Unies (UNETE) pour la préparation aux situations d'urgence et le relèvement.

Économie circulaire et gestion des déchets

- En aidant le ministère de l'Environnement à mettre au point un plan national de gestion des déchets et à rédiger des lois favorisant l'économie circulaire, le PNUD a contribué à l'adoption de la politique de gestion des déchets de l'Uruguay et de la stratégie « Uruguay + Circular ». À travers deux projets FEM-8, le PNUD contribue aux efforts de recyclage et de réduction du volume de déchets, favorisant ainsi la transition de l'Uruguay vers des villes sans déchets.
- Le ministre de l'Environnement, M. Robert Bouvier, a donné cette information sans interaction directe avec les membres de la délégation.

VI. Bilan de la visite sur le terrain

Le 15 décembre, au terme des activités de visite sur le terrain, la délégation, le Coordonnateur résident des Nations Unies et les représentants des trois organismes se sont réunis en vue de dresser un bilan. Cette réunion avait pour objectif de clarifier le point de vue de la délégation suite à la visite de terrain et de préciser les principaux points à retenir. Les réflexions ci-dessous concernent l'intégralité du voyage.

Contenu et pertinence de la réunion

Dans l'ensemble, la visite a été considérée comme un succès et les efforts consentis par l'équipe de pays pour organiser un tel événement ont été salués. Les participants se sont accordés sur le fait que le programme des discussions avait été bien préparé et que l'équipe de planification avait su se montrer réactive face aux problèmes logistiques. Les réunions ont abordé les problèmes de fond et permis aux partenaires de s'exprimer. Les participants ont reconnu qu'il était ambitieux de prétendre comprendre l'ensemble des activités des Nations Unies dans un pays en quelques jours, mais les interactions ont permis de mieux comprendre les priorités de l'équipe de pays des Nations Unies et les mesures incitatives qu'elle a mises en place.

Le Secrétariat a été salué pour l'efficacité de l'organisation logistique, la fluidité des transitions entre les différentes réunions et le respect des horaires et de la durée des journées de travail. Les participants ont adressé des remerciements particuliers aux membres du PNUD, du FNUAP et de l'UNOPS pour leurs travaux préparatoires, ainsi qu'au Coordonnateur résident. La délégation a souligné l'importance des problèmes de pauvreté multidimensionnelle et a réaffirmé son soutien aux initiatives relatives aux personnes handicapées, à la pauvreté chez les femmes et à la participation des femmes à la prise de décisions.

Si l'importance de l'Uruguay dans le multilatéralisme a été reconnue, la délégation s'attendait à des informations plus précises concernant les objectifs de développement durable. Elle a appelé à la poursuite des efforts de transformation et a félicité ONU Femmes et le Coordonnateur résident pour leur plaidoyer en faveur de la parité des genres. Les participants ont pris acte du rôle de la Commission économique des Nations Unies pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC) dans la transition de l'Uruguay d'une économie vers une société de soins, ainsi que dans l'échange de bonnes pratiques entre le Costa Rica et l'Uruguay. L'enquête sur le genre et les générations (*Encuesta de género y generaciones*) a été qualifiée d'outil original et utile dans la région. La délégation a suggéré des conversations plus ciblées, notamment concernant les descriptifs de programme de pays et les bonnes pratiques. Les rencontres avec les deux femmes ministres ont été appréciées et les discussions relatives à l'intelligence artificielle se sont limitées aux aspects ayant trait à la bonne gouvernance ou à la gouvernance préventive.

Dialogue et collaboration

Le dialogue et la collaboration menés dans le cadre de la visite ont donné lieu à plusieurs observations importantes. Les efforts de collaboration déployés par les organismes des Nations Unies ont répondu aux attentes des membres du Conseil d'administration, dont la bonne appréciation sera transmise à la Vice-

Secrétaire générale des Nations Unies. Davantage que dans d'autres pays tels que le Sénégal, il est apparu que l'équipe de pays travaillait en synergie et de manière coopérative, en particulier avec le Coordonnateur résident. Cette coordination permet de renforcer la cohérence des initiatives à l'échelle nationale et d'harmoniser l'action des organismes des Nations Unies. Il est encourageant de constater que la confiance et la bonne réputation dont jouissent les Nations Unies en Uruguay ont été considérées comme des atouts précieux, susceptibles d'être encore davantage mis à profit.

La délégation a observé des synergies et des convergences évidentes dans les efforts de collaboration du système des Nations Unies en Uruguay, soulignant l'efficacité de l'approche « Unis dans l'action ». L'équipe de pays des Nations Unies a montré des aptitudes évidentes à la collaboration. Le Coordonnateur résident des Nations Unies a par ailleurs été félicité pour ses compétences et son intelligence émotionnelle, la délégation ayant indiqué que l'approche qu'il avait adoptée pouvait servir de modèle à d'autres coordonnateurs résidents, compte tenu des difficultés et des possibilités propres à la fonction.

Tout en reconnaissant la bonne synergie entre les Nations Unies et le gouvernement uruguayen, la délégation a souligné que cette synergie risquait d'altérer l'esprit critique. Il a été jugé important d'établir un équilibre entre la qualité de la relation avec les partenaires gouvernementaux et la capacité à formuler des critiques constructives. Les partenariats observés au cours de la visite se sont révélés très satisfaisants. La délégation a mis en garde contre une éventuelle complaisance résultant de la solidité des partenariats et a souligné la nécessité d'entretenir la motivation et d'identifier de nouvelles possibilités à exploiter. Un membre de la délégation a néanmoins évoqué le rôle du Coordonnateur résident dans la résolution des problèmes d'égalité des genres auxquels l'Uruguay se heurte dans les médias.

Tout en remerciant les Nations Unies pour leur plaidoyer, la délégation a mentionné certains domaines dans lesquels les Uruguayens préféreraient peut-être prendre des initiatives de manière autonome. Elle a notamment fait remarquer que les représentants des organismes des Nations Unies avaient parfois tendance à dominer les échanges lors des réunions avec les représentants du gouvernement, et a appelé à plus de vigilance à l'égard de ce type de dynamique.

Efficacité de la présentation du PNUD, du FNUAP et de l'UNOPS

Plusieurs aspects essentiels se dégagent de l'évaluation de l'efficacité de la présentation des organismes. Il a été conseillé aux organismes des Nations Unies de rester concentrés sur les priorités du pays en matière de développement. La délégation a exprimé un intérêt particulier pour les obligations souveraines durables soutenues par le PNUD et a suggéré que les principaux collègues et partenaires du PNUD au sein du ministère de l'Économie et des Finances soient mis en relation avec les membres du Conseil d'administration à New York.

Elle a recommandé d'intégrer aux futures discussions des exemples pratiques simples, susceptibles de faciliter la compréhension des exposés. Les membres de la délégation ont observé des situations dans lesquelles certains représentants de pays pouvaient avoir tendance à dominer les échanges. Lors de la réunion avec le ministère des Transports, par exemple, il a été noté que les collègues de l'UNOPS auraient pu participer davantage à la conversation, mais qu'il aurait également été souhaitable que les représentants de pays prennent plus souvent la parole. Si les démonstrations d'impact du PNUD et du FNUAP ont satisfait la délégation, celle-ci aurait en revanche souhaité mieux comprendre les activités de l'UNOPS en Uruguay.

Le PNUD a fait forte impression en présentant sa collaboration avec le ministère de l'Économie et des Finances, ainsi que les changements profonds auxquels celle-ci a donné lieu. L'initiative d'obligations vertes soutenue par le PNUD a été saluée et il a été noté que le PNUD Costa Rica travaillait également à un projet de ce type, ce qui témoigne de l'importance d'un leadership solide pour mener à bien de telles initiatives.

La capacité de synthèse, la curiosité et l'esprit d'analyse dont a fait preuve l'équipe de pays des Nations Unies ont impressionné la délégation et permis aux Nations Unies d'apporter une réponse efficace aux priorités du pays.

Point de vue des participants sur les difficultés à résoudre et les possibilités à exploiter

La délégation a suggéré qu'il pourrait être utile de revoir la composition de l'équipe et de renforcer la diversité de ses membres à des fins d'équilibre des pouvoirs. Elle a également suggéré qu'il serait utile de consacrer davantage de discussions à la nécessité de placer les femmes au cœur de la prise de décisions et de la démocratie. La délégation a présenté l'inclusion des personnes d'ascendance africaine en Uruguay comme une question sérieuse, appelant une véritable transformation plutôt qu'un simple recours à des quotas. Au même titre que la parité des genres, l'inclusion des personnes d'ascendance africaine a été décrite comme un moyen de faire évoluer pour le meilleur l'imaginaire national.

Concernant les possibilités à exploiter, la délégation a noté que les organismes interagissaient de manière coordonnée, mais a suggéré d'envisager de nouveaux modes de coordination entre les systèmes. Le Fonds commun pour les ODD pourrait servir de base à la coordination des initiatives au niveau national, et une collaboration plus étroite pourrait contribuer à l'intégration des systèmes.

Les répercussions de la COVID-19 sur le développement de l'Uruguay ont mis en évidence l'importance de la préparation aux pandémies. La délégation a pris note du rôle de l'élevage dans les changements climatiques, en particulier à travers la production de méthane par les vaches, et a suggéré de réfléchir à l'utilisation de technologies capables de lutter contre ce type de pollution.

Le développement des initiatives de coopération Sud-Sud en Uruguay a été salué et encouragé. La délégation a reconnu qu'il manquait un chaînon entre la Commission pour l'avenir, le ministère uruguayen des Affaires étrangères et les discussions avec les entités des Nations Unies à New York, et que cette lacune devrait faire l'objet d'un examen ultérieur.

Face aux conséquences des faibles taux de fécondité sur la population, il est indispensable de mettre en œuvre une politique à long terme. La délégation a salué les avancées théoriques réalisées par l'équipe de pays des Nations Unies en matière de résilience démographique et a suggéré de concentrer les efforts sur la dynamique démographique à l'échelle nationale.

Malgré le niveau de confiance élevé dont bénéficie le gouvernement et la fierté associée au statut de pays à revenu élevé acquis par l'Uruguay, il convient de ne pas se complaire dans l'autosatisfaction et de rester toujours à l'affût des possibilités de transformation et de progrès.

VII. Conclusion

En conclusion, la visite sur le terrain menée par le Conseil d'administration en Uruguay du 11 au 15 décembre s'est avérée très complète et a permis de mettre en lumière les succès obtenus par le pays en matière de développement ainsi que les difficultés qui subsistent. Grâce aux nombreuses discussions proposées, les participants ont pu constater des avancées louables en matière d'inclusion sociale, de gouvernance démocratique, de durabilité environnementale et d'utilisation stratégique des technologies et de l'innovation dans la lutte contre les obstacles au développement. Les solides partenariats qui lient le pays à des organismes des Nations Unies, notamment au PNUD, au FNUAP et à l'UNOPS, prennent la forme d'initiatives conjointes dans des domaines tels que la protection sociale, le développement des infrastructures et la promotion de la santé sexuelle et reproductive. Ces partenariats témoignent de la détermination de l'Uruguay à tirer parti de la coopération internationale pour renforcer ses systèmes de protection sociale, sa transition énergétique et le développement de ses infrastructures, sans trahir la vision à long terme et les priorités stratégiques du gouvernement.

La visite a mis en évidence des domaines nécessitant une attention particulière, tels que l'inclusion et la représentation des groupes minoritaires, l'égalité des genres, le vieillissement de la population et la diversification de l'économie. Conformément aux priorités énoncées par le Secrétaire général des Nations Unies António Guterres, le PNUD, l'UNFPA et l'UNOPS sont invités à intensifier leurs efforts pour remédier à la sous-représentation des personnes d'ascendance africaine au sein des équipes des Nations Unies, en

particulier dans des régions telles que l'Uruguay qui comptent une population afro-descendante importante. Cette initiative devrait englober des stratégies de recrutement et de promotion ciblées, visant à atteindre les objectifs de diversité, d'équité et d'inclusion totale, conformément au Plan d'Action Stratégique sur la Lutte Contre le Racisme et la Promotion de la Dignité pour tous au sein du Secrétariat des Nations Unies.

Les bilans de la délégation ont fait état de la nécessité de se prémunir de toute complaisance à l'égard des Nations Unies, de veiller à la clarté et à la concision des exposés, de proposer des points d'information plus structurés et d'organiser des discussions inclusives avec la société civile. La délégation a salué la solidité des institutions uruguayennes et l'efficacité de l'intégration des Nations Unies et des systèmes multilatéraux dans son cadre de développement, tout en soulignant la nécessité de résoudre les problèmes de marginalisation et les dynamiques de genre néfastes pour favoriser une approche plus inclusive en matière de développement.

La visite sur le terrain a mis en évidence le rôle essentiel des financements innovants, les possibilités offertes par les systèmes de transport durables, la nécessité de relever les défis démographiques dans le cadre de la coopération transatlantique et l'importance du soutien des Nations Unies dans le renforcement des capacités techniques et le plaidoyer au niveau international. Les discussions entre la délégation, les représentants du gouvernement, la société civile et le secteur privé ont montré le caractère progressiste de la position de l'Uruguay en termes de droits fondamentaux et son approche innovante en matière de financement du développement durable, soulignant ainsi le rôle du pays en tant que défenseur des valeurs multilatérales.

Les recommandations formulées à l'issue de la visite appellent à continuer de mettre l'accent sur des stratégies de développement transformatrices et durables en se concentrant sur l'inclusivité, l'adaptabilité et l'alignement stratégique de l'aide des Nations Unies sur les objectifs de développement nationaux. Dans son bilan, la délégation suggère aux Nations Unies d'élargir leur champ d'action à de nouvelles catégories de population, d'éviter de concentrer les projets dans les zones urbaines et d'étudier différents modes de coordination entre les systèmes des Nations Unies afin d'apporter une réponse plus globale aux questions de diversité et d'inclusion. S'ils surmontent ces difficultés et tirent parti de ces possibilités, l'Uruguay et les Nations Unies pourront définir ensemble une trajectoire de développement plus inclusive, durable et résiliente, qui ne laisse personne de côté.

La visite sur le terrain du Conseil d'administration en Uruguay a mis en lumière les réalisations du pays en matière de développement, mais aussi les problèmes complexes qu'il lui reste à résoudre. Grâce à une collaboration et un dialogue constructifs, l'Uruguay est sur la bonne voie pour poursuivre ses progrès en matière de développement durable, en tirant parti de ses partenariats avec les Nations Unies pour répondre à l'évolution des besoins de sa population et de son environnement.

Annexe 1. Questionnaire

Le présent rapport reprend les réponses apportées par les membres du bureau à un questionnaire visant à recueillir leur avis sur les discussions quotidiennes. Ce questionnaire permet une évaluation globale de l'alignement, de la mobilisation et de l'efficacité des partenariats du PNUD, du FNUAP et de l'UNOPS avec le gouvernement uruguayen, sa population et divers secteurs de la société. Proposé sous la forme d'un bilan quotidien, il comportait les questions retranscrites ci-dessous.

- I. Contenu et pertinence de la réunion**
 - a. Quels enseignements tirez-vous de la réunion en termes de contenu et de pertinence par rapport aux objectifs du PNUD, du FNUAP et de l'UNOPS en Uruguay ?
 - b. La réunion a-t-elle atteint son objectif et mis en évidence l'alignement stratégique des organismes sur les priorités nationales ?
- II. Dialogue et collaboration**
 - a. Comment évalueriez-vous le dialogue et la collaboration entre la délégation et les représentants du pays d'accueil pendant la réunion ?
 - b. La réunion a-t-elle permis d'identifier des possibilités de collaboration à envisager ou des domaines d'action susceptibles de se prêter à un partenariat plus étroit ?
- III. Efficacité des exposés du PNUD du FNUAP et de l'UNOPS**
 - a. Lors des réunions au cours desquelles le PNUD, le FNUAP et l'UNOPS ont présenté leur rôle, les exposés ont-ils permis de se faire une idée claire de la contribution des organismes en Uruguay ?
 - b. Certains aspects se sont-ils démarqués par leur qualité ou par des points à améliorer ?
- IV. Point de vue des participants sur les difficultés à résoudre et les possibilités à exploiter**
 - a. Quelles ont été les principales difficultés mentionnées dans le cadre des réunions, notamment lors des discussions avec les représentants du gouvernement et les autres parties prenantes ?
 - b. Avez-vous relevé des possibilités à exploiter susceptibles de correspondre aux capacités des organismes et d'être envisagées en vue de renforcer l'aide et la collaboration ?

Ce questionnaire a vocation à être soumis aux répondants dans son intégralité, mais la pertinence des questions peut varier en fonction de la nature des discussions et du nombre de réunions suivies par jour.

Annexe 2. Liste des membres de la délégation

DÉLÉGATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION RESPONSABLE DE LA VISITE SUR LE TERRAIN	
S.E. M. Martin Kimani	Ambassadeur et Représentant permanent du Kenya auprès des Nations Unies, Président du Conseil d'administration du PNUD, du FNUAP et de l'UNOPS
S.E. Mme Maritza Chan Valverde	Ambassadrice et Représentante permanente du Costa Rica auprès des Nations Unies, Vice-présidente du Conseil d'administration du PNUD, du FNUAP et de l'UNOPS
S.E. M. Sergiy Kyslytsya	Ambassadeur et Représentant permanent de l'Ukraine auprès des Nations Unies, Vice-président du Conseil d'administration du PNUD, du FNUAP et de l'UNOPS
S.E. M. Muhammad Muhith	Ambassadeur et Représentant permanent du Bangladesh auprès des Nations Unies, Vice-président du Conseil d'administration du PNUD, du FNUAP et de l'UNOPS
REPRÉSENTANTS DU SECRÉTARIAT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION, DU FNUAP ET DE L'UNOPS	
Mme Mahsa Jafari	Secrétaire du Conseil d'administration du PNUD, du FNUAP et de l'UNOPS
Mme Dalita Balassanian	Secrétaire adjointe du Conseil d'administration du PNUD, du FNUAP et de l'UNOPS
M. Horst Rutsch	Responsable du Service du Conseil d'administration, FNUAP
Mme Tanvi Mani	Spécialiste des affaires intergouvernementales, UNOPS